

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 1^{er} août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFRAM France

BP 381
19 chemin des Mûriers
69740 Genas

Références : 20240709-RAP-InspectionSAFRAM-PDI
Code AIOT : 0010800495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement SAFRAM France implanté 341, rue de l'industrie ZAE du Pays Rochois 74800 Etaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAM France
- 341, rue de l'industrie ZAE du Pays Rochois 74800 Etaux
- Code AIOT : 0010800495
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SAFRAM est une société de transport, d'entreposage, de prestations logistiques et des opérations douanières et fiscales pour le compte de ses clients. Le siège est basé à Genas (69) et la société SAFRAM emploie environ 30 personnes sur son site de La Roche sur Foron / Eteaux.

Le site de La Roche sur Foron / Eteaux, classé SEVESO, est constitué de 6 cellules de stockages. Les produits entreposés sont les suivants :

- marchandises et biens de consommation (cellules 1, 2, 4 et 5),
- produits solides ou liquides dangereux pour l'environnement (toxiques, voire très toxiques pour les organismes aquatiques), tels que des arômes concentrés, encres et vernis, matières premières, produits liquides possédant des classes d'inflammabilité de peu inflammable à facilement

inflammable, produits toxiques (cellules 3 et 6).

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a présenté le rapport de porter à connaissance du 21 mars 2024 relatif aux modifications du système d'extinction des cellules 3 et 6. Cette modification vise à renforcer le système d'extinction pour à terme rendre le site autonome vis-à-vis du risque d'incendie.

Aussi une telle modification peut-elle être considérée comme non-substantielle et peut être engagée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Sans objet
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Sans objet
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Sans objet
4	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Sans objet
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Sans objet
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Sans objet
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place son plan de défense incendie (PDI). Modulo les remarques faites dans les fiches ci-après, ce dernier répond aux exigences du point 23 de l'annexe de l'arrêté ministériel 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place d'un PDI
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.
Constats : L'exploitant a établi le plan de défense incendie (PDI). Pour le dimensionner, il s'est appuyé sur les scénarios accidentels majorants figurant dans son étude de dangers (à savoir les incendies de cellules) et sur la note technique D9. Le PDI devra être mis à jour lorsque le projet « mousse haut foisonnement » sera effectif.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du PDI
Prescription contrôlée : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
Constats : Schémas d'alarme et d'alerte Le schéma figure en page 2 du PDI. L'inspection a constaté, sur le synoptique, l'absence de lien avec les actions déclinées dans le POI. Organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées Elle est donnée, de manière sommaire, en page 3. L'inspection a constaté l'absence de description de cette "première intervention". Par ailleurs, le plan d'évacuation devra être complété. Les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours C'est l'objet du point 4 du PDI. C'est le POI qui détaille les modalités d'accueil du SDIS. Le plan joint dans le PDI donne l'emplacement des deux accès "pompiers". Le commandant Serge BOURGUIGNON a fait remarquer l'absence d'identification (sur ce même plan) de "l'emplacement échelle" au droit des murs coupe-feu séparant les cellules. Justification des compétences du personnel Le PDI renvoie au SGS qui détaille la qualification des équipiers et leur formation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il conviendra de compléter le PDI sur les points suivants : <ul style="list-style-type: none">• compléter le synoptique avec le lien orientant les opérateurs vers le POI ;• décrire la "première intervention" ;• compléter le plan d'évacuation ;• prévoir un marquage au sol pour identifier "l'emplacement échelle" au droit des murs coupe feu séparant les cellules
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du PDI
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
Constats : Plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu Sur le plan figure l'ensemble de ces éléments. Plans et documents prévus aux points 1.6.1 (réseaux d'eau) et 3.5 (moyens d'extinction) Ces plans sont bien présents. Plan de situation des différents points d'eau Ce plan est bien présent. Description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique Il est donné au point 7.2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de prendre l'attache des responsables de la communauté de communes pour valider les performances (besoin de 380 m ³ /h) des deux poteaux incendie fonctionnant de manière simultanée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du PDI
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;- les mesures particulières prévues au point 22.
Constats : <p>Les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe et description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique Voir le point précédent</p> <p>Localisation des commandes des équipements de désenfumage Le PDI devra être complété par un plan où figurent les équipements de désenfumage (boîtiers de commande et trappes).</p> <p>La localisation des interrupteurs centraux Ils figurent sur le plan en page 7.</p> <p>Panneaux photovoltaïques Sans objet.</p> <p>Les mesures particulières prévues au point 22 (mode dégradé) L'exploitant devra prévoir un lien entre son PDI et sa procédure de fonctionnement en mode dégradé qui figure dans son SGS. Il devra confirmer que cette procédure indique les mesures compensatoires à mettre en œuvre pour continuer l'exploitation en cas d'indisponibilité d'une MMR (porte coupe-feu, système de pompage, coupure électrique, SSI...).</p> <p>Par ailleurs, il devra indiquer l'obligation d'information des services de secours.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none">• compléter le PDI avec un plan où figurent les équipements de désenfumage (boîtiers de commande et trappes) ;• prévoir un lien entre son PDI et sa procédure de fonctionnement en mode dégradé qui figure dans son SGS ; Il devra confirmer que cette procédure indique les mesures compensatoires à mettre en œuvre pour continuer l'exploitation en cas d'indisponibilité d'une MMR (porte coupe-feu, système de pompage, coupure électrique, SSI...) ; <p>En particulier, lors des prochains travaux visant le renforcement du système d'extinction, l'exploitant devra confirmer qu'un plan de prévention a été mis en place et décrire les mesures compensatoires mises en œuvre pour maintenir le même niveau de sécurité ;</p> <ul style="list-style-type: none">• indiquer l'obligation d'information des services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du PDI
Prescription contrôlée : Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.
Constats : Le PDI a été transmis au SDIS. Il fait partie intégrante du POI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du PDI
Prescription contrôlée : Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.
Constats : Premiers prélèvements environnementaux L'exploitant a identifié les polluants pouvant être émis à l'occasion d'un incendie. Il a rappelé que l'étude de dangers a montré l'absence de gaz toxique au sol dont les concentrations excéderaient les seuils des effets irréversibles respectifs. Il a contracté une astreinte avec les APAVE et EUROFINs pour répondre aux exigences réglementaires découlant des textes "post-Lubrizol". Les équipements de prélèvements à mobiliser sont décrits. Les APAVE mettraient à disposition du personnel formé, notamment : <ul style="list-style-type: none">• un cadre d'astreinte assurant la coordination• et les intervenants nécessaires aux prélèvements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du PDI
Prescription contrôlée : L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également : <ul style="list-style-type: none">- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : Voir aussi le point précédent. Les matrices retenues par l'exploitant sont : <ul style="list-style-type: none">• l'air ;• les eaux d'extinction d'incendie ;• les surfaces. Pour chaque matrice, la liste des polluants à rechercher est donnée. La remise en état du site est décrite. Elle comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'analyse de la pollution ;• la sécurisation du site ;• le nettoyage proprement dit.
Type de suites proposées : Sans suite